

DOCUMENTS A FOURNIR DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'OCTROI DE L'AIDE AU REEMPLOI

Information sur Internet: <http://www.adem.lu>

1) Documents à fournir en cas d'un nouvel emploi trouvé après le licenciement économique

- Formulaire 1 à remplir par le demandeur,
- Formulaire 2 à remplir par l'ancien employeur ou le curateur en cas de faillite,
- Copie des fiches de salaire figurant sur le formulaire 2 (les 12 derniers mois complets),
- Copie de la fiche de salaire du 13ème mois et/ou gratification (année en cours),
- Copie de la lettre de licenciement mentionnant la durée du préavis,
- RIB (relevé d'identité bancaire),
- Copie du nouveau contrat de travail (CDI, CDD >= à 18 mois ou CDD remplacement congé parental),
- Certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent ou, le cas échéant, une confirmation de prise de rendez-vous en vue de l'obtention dudit certificat,
- Preuve de non-inscription ou de non-indemnisation au chômage (uniquement pour les frontaliers).

2) Documents à fournir en cas d'un nouvel emploi trouvé après une période de chômage indemnisé

a) Pour les résidents luxembourgeois

- Formulaire 1 rempli par le demandeur,
- Copie du nouveau contrat de travail (CDI, CDD >= à 18 mois ou CDD remplacement congé parental),
- Certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent ou, le cas échéant, une confirmation de prise de rendez-vous en vue de l'obtention dudit certificat,
- RIB (relevé d'identité bancaire).

b) Pour les non-résidents

- Formulaire 1 à remplir par le demandeur,
- Copie de l'attestation U1,
- Copie des 3 dernières fiches de salaire mensuelles de l'ancien employeur à la base du chômage (mois complets),
- Attestation de paiement délivré par l'organisme payant l'indemnité de chômage et couvrant toute la période du chômage,
- Preuve de la cessation d'inscription au chômage du pays de résidence,
- Certificat d'aptitude au poste de travail, établi par le médecin du travail compétent ou, le cas échéant, une confirmation de prise de rendez-vous en vue de l'obtention dudit certificat,
- RIB (relevé d'identité bancaire),
- Copie du nouveau contrat de travail (CDI, CDD >= à 18 mois ou CDD remplacement congé parental).

Adresse pour l'envoi des documents :

Agence pour le développement de l'emploi
Service du Maintien de l'Emploi
1, Porte de France
L-4360 ESCH-SUR-ALZETTE
Adresse mail : reemploi@adem.etat.lu

DEMANDE D'OCTROI DE L'AIDE AU REEMPLOI

(Loi du 8 avril 2018 portant modification : 1) du Code du Travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées).

FORMULAIRE 1

A remplir par le demandeur

DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles collectées dans ce formulaire permettent à l'ADEM d'assurer le traitement de la demande de l'aide au réemploi du salarié concerné. Pour cette finalité, les données peuvent être partagées avec le Ministère du Travail et le Ministère des Finances (Trésorerie de l'Etat et Contrôle financier). Ce traitement est fondé sur nos missions d'intérêt public définies au livre VI du Code du Travail et plus particulièrement aux articles L.541-7. et suivants dudit Code. L'ADEM se réserve le droit de vérifier l'exactitude des données fournies ci-après auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale, du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et auprès de la Direction générale des Classes moyennes.

Ces données seront conservées pendant la période nécessaire à l'accomplissement de la finalité susmentionnée, conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ainsi qu'à la législation nationale en la matière. Vous trouverez de plus amples informations, ainsi que les données de contact du délégué à la protection des données (DPO), pour faire valoir vos droits, conférés par le RGPD, sur le site <http://adem.public.lu/fr/support/protection-des-donnees/index.html>.

Le(la) soussigné(e) demande à être admis(e) au bénéfice de l'aide au réemploi en vertu des dispositions légales et réglementaires citées ci-devant.

Matricule :

Classe impôt

Nom et Prénom :

No et Rue :

Code postal et localité :

Exerciez-vous / exercez-vous un mandat quelconque dans la société qui vous occupait avant la fin de la relation de travail ou dans une autre société ?

Oui

Non

Si oui, de quel(s) mandat(s) s'agit-il ? (Joindre pièces s.v.p.)

Déteniez-vous / détenez-vous des parts sociales ou actions dans la société qui vous occupait avant la fin de la relation de travail ou dans une autre société ?

Oui

Non

Si oui, de combien de parts sociales ou actions s'agit-il ? (Joindre pièces s.v.p.)

Déteniez-vous / détenez-vous l'autorisation d'établissement dans la société qui vous occupait avant la fin de la relation de travail ou dans une autre société ?

Oui Non

Si oui, quel est le numéro de (des) autorisation(s) d'établissement :

Nom du **nouvel employeur :**

Matricule du **nouvel** employeur :

Date d'embauche auprès du **nouvel** employeur :

Contrat à durée indéterminée :

Contrat à durée déterminée : de 18 mois de moins de 18 mois de plus de 18 mois

Exerciez-vous / exercez-vous un mandat quelconque dans la société qui vous occupe ?

Oui Non

Si oui, de quel(s) mandat(s) s'agit-il ? (Joindre pièces s.v.p.)

Déteniez-vous / détenez-vous des parts sociales ou actions dans la société qui vous occupe ?

Oui Non

Si oui, de combien de parts sociales ou actions s'agit-il ? (Joindre pièces s.v.p.)

Déteniez-vous / détenez-vous l'autorisation d'établissement dans la société qui vous occupe ?

Oui Non

Si oui, quel est le numéro de (des) autorisation(s) d'établissement :

Avez-vous un lien de parenté avec un (une) des associé(e)s de la société ? Oui Non

Si oui, quel est le degré du lien de parenté :

Etiez-vous / êtes-vous marié(e) ou pacsé(e) avec un (une) des associé(e)s ? Oui Non

Votre conjoint, partenaire au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ou un ou plusieurs de vos parents ou alliés jusqu'au second degré inclus, ont-ils détenu à un moment au courant des deux années précédant la conclusion du contrat de travail la majorité des parts ou actions du capital de la société ?

Oui Non

Avez-vous déjà travaillé pour l'entreprise ou l'entité économique et sociale au courant des cinq dernières années précédant la relation de travail pour laquelle l'aide temporaire au réemploi est sollicitée ?

Oui Non

Si oui, du au

Bénéficiez-vous d'une pension de vieillesse anticipée ? Oui Non

Bénéficiez-vous d'une pension de vieillesse ? Oui Non

Bénéficiez-vous d'une rente complète ? : Oui Non

Avez-vous introduit une demande qui pourrait entraîner l'octroi rétroactif d'une pension/rente ? Oui Non

Bénéficiez-vous d'autres sources de revenu régulier ou d'autres avantages financiers résultant d'une occupation salariée ou indépendante ?

Oui Non

Si oui, prière d'indiquer le montant brut mensuel € (Joindre pièces s.v.p.)

L'aide au réemploi est à verser sur mon compte bancaire

IBAN

Institut bancaire (code BIC) :

Le (la) soussigné(e) confirme l'exactitude des données ci-dessus et s'engage à communiquer tout changement dans les plus brefs délais au Service maintien de l'emploi.

LA DEMANDE DOIT ÊTRE INTRODUITE PAR LE SALARIÉ, SOUS PEINE DE FORCLUSION, DANS UN DÉLAI DE TROIS MOIS À COMPTER DE LA DATE D'EMBAUCHE.

Lieu et date

Signature

DEMANDE D'OCTROI DE L'AIDE AU REEMPLOI

(Loi du 8 avril 2018 portant modification : 1) du Code du Travail; 2) de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs; 3) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées).

FORMULAIRE 2

A remplir par le dernier employeur

DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles collectées dans ce formulaire permettent à l'ADEM d'assurer le traitement de la demande de l'aide au réemploi du salarié concerné. Pour cette finalité, les données peuvent être partagées avec le Ministère du Travail et le Ministère des Finances (Trésorerie de l'Etat et Contrôle financier). Ce traitement est fondé sur nos missions d'intérêt public définies au livre VI du Code du Travail et plus particulièrement aux articles L.541-7. et suivants dudit Code. L'ADEM se réserve le droit de vérifier l'exactitude des données fournies ci-après auprès du Centre Commun de la Sécurité Sociale, du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et auprès de la Direction générale des Classes moyennes.

Ces données seront conservées pendant la période nécessaire à l'accomplissement de la finalité susmentionnée, conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) ainsi qu'à la législation nationale en la matière. Vous trouverez de plus amples informations, ainsi que les données de contact du délégué à la protection des données (DPO), pour faire valoir vos droits, conférés par le RGPD, sur le site <http://adem.public.lu/fr/support/protection-des-donnees/index.html>.

Nom et adresse de l'ancien employeur :

Nom et prénom du (de la) salarié(e) :

Matricule

Date de départ (préavis compris) :

Dispense de travail accordée : Non Oui à partir du

Motif de la cessation de travail :

